

A LA UNE

Comment avoir plus de femmes dirigeantes dans l'enseignement supérieur et la recherche ?

D'un côté un ministère de l'Enseignement supérieur assez largement dirigé par des femmes autour de la ministre Sylvie Retailleau, de l'autre des établissements très largement dirigés par les hommes. Le contraste est saisissant ce 2 février 2024, en amont du 9^{ème} séminaire de l'Association des femmes dirigeantes de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Afdesri) quand, face à face, se rencontrent la ministre et les présidents de France Universités, de la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs) ou encore du CNRS. « *Nous sommes dans un monde de l'enseignement supérieur et la recherche où les femmes dirigeantes sont encore en nombre insuffisant* », rappelle Sylvie Retailleau, pointant que seulement 17 femmes sont présidentes d'université en 2023 (contre 11 en 2011). « *En revanche le gouvernement a travaillé pour faire progresser les femmes dans les fonctions régaliennes et elles sont, par exemple, 43% parmi les recteurs (contre 27% en 2012)* », spécifie la ministre.



Olivier Rollot
 (@ORollot)
 Rédacteur en chef



Un long chemin vers la parité : Elisabeth Claverie de Saint Martin, PDG du CIRAD, ici entourée par Antoine Petit, PDG du CNRS, Emmanuel Duflos, président de la Cdefi, Philippe Mauguin, PDG de INRAE et Guillaume Gellé, président de France Universités sous le regard de la première et l'actuelle présidente de l'Afdesri: Sophie Béjean et Brigitte Plateau

Un long chemin vers l'égalité dans les établissements. Aujourd'hui on compte 45% de femmes parmi les maîtres de conférence, 29% chez les professeurs mais seulement 22% chez les présidents d'université (+5 points depuis 2016), 24% chez les directeurs écoles d'ingénieurs (+12 points depuis 2016) et 20% dans les directions d'écoles de management (+2 points depuis 2016) membres de la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (Cdefm).

Avant les nombreuses élections qui ont lieu en 2024, 17 femmes étaient présidentes d'université, quatre portant un Idex ou un Isite (Sorbonne Université avec Nathalie Drach-Temam, Lorraine avec Hélène Boulanger) dont deux occupent également des présidences d'EPE (établissement public expérimental) : Paris-Saclay (Estelle Iacona) et Nantes (Carine Bernault). Parmi les vice-présidents on est passé de 36% à 43% de femmes avec des différences abyssales selon les fonctions : 64% parmi les vice-présidents vie universitaire pour 20% dans le numérique mais plus de 40% parmi les vice-présidents du conseil d'administration qui sont le vivier des futurs présidents. En revanche 53% des directeurs généraux des services (DGS) d'université, non élus, sont des femmes.

Depuis 2016 l'un des deux vice-présidents de France Universités est forcément une femme mais jamais aucune d'elles n'a occupé la présidence. « *Nous ne sommes pas exemplaires c'est clair même si la progression du nombre de femmes dans les vice-présidences est significative* », établit Guillaume Gellé, président de France Universités, qui rappelle qu'il faut aussi « *pouvoir soutenir les femmes dans leur carrière si on veut les voir prendre des responsabilités* ».

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

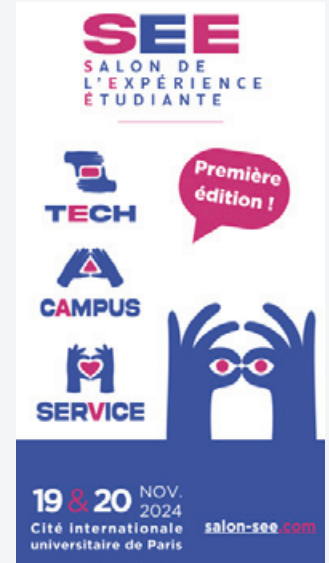
Universités

Enquête

Mais pourquoi les filles ne s'orientent pas plus vers les métiers du numérique ?

ORIENTATION

Parcoursup, le comité de suivi veut plus de transparence

 POLITIQUE DE
 L'ENSEIGNEMENT
 SUPÉRIEUR


HEADway Advisory et RPI organise le premier [Salon de l'expérience étudiante \(SEE\)](#) à la Cité internationale universitaire de Paris. Dans trois villages thématiques seront représentés l'ensemble des acteurs de l'expérience étudiante :

- sur le « village campus » les professionnels de l'immobilier, de l'aménagement comme des espaces de vie présenteront leurs solutions pour faire vivre les campus ;
- sur le « village service » ce sont les acteurs de la santé, de la prévention, de l'emploi et des stages qui seront là pour apporter leur expertise ;
- le village « tech » présentera les solutions digitales aux questions que se posent les professionnels de l'enseignement supérieur.

Un salon B to B pour apporter des solutions à tous ceux qui font vivre les campus et l'expérience étudiante. Le tout avec des conférences thématiques.

Du côté des écoles d'ingénieurs Emmanuel Duflos, le président de la Cdefi, se félicite de voir que le nombre de directrices d'écoles d'ingénieurs a doublé en dix ans : « Il y a près de 40% de femmes dans les directions adjointe et il faut maintenant les pousser à franchir le pas. D'autant que leur présence incite des jeunes filles à rejoindre les rangs de nos écoles ». Des femmes qui n'occupent que très peu les directions des écoles du top 10 où seule Laura Chaubard, présidente par intérim et directrice générale de l'École polytechnique, et Elisabeth Crépon pour l'Ensta sont aux commandes.

Si la parité est loin d'être établie dans les écoles de management elle est plus forte dans le haut du classement. Certes une seule femme dirige l'une des écoles du « top 5 », Isabelle Huault à emlyon, mais elles sont à parité dans le « top 10 » avec Alice Guilhaon pour Skema, Delphine Manceau pour Neoma, Fouziya Bouzerda pour Grenoble EM et Stéphanie Lavigne à TBS Education.

Ces femmes qui dirigent les grandes universités dans le monde

Le moins qu'on puisse dire c'est que les femmes se sont imposées ces dernières années à la tête des plus grandes universités du monde. Si la démission de Claudine Gay de la présidence d'Harvard en janvier dernier a fait couler beaucoup d'encre ce sont toujours des femmes qui sont à la tête de l'université d'Oxford (Irene Tracey), du Massachusetts Institute of Technology (Sally Kornbluth), Cambridge (Deborah Prentice), Berkeley (Carol Christ), Columbia (Minouche Shafik), Cornell (Martha E. Pollack) et en Europe Heidelberg (Frauke Melchior), Karolinka (Annika Östman Wernerson). Comme le montre le Times Higher Education dans son article [International Women's Day: top universities led by women](#) il n'en reste pas moins qu'elles n'occupent qu'un quart des présidences des 200 premières universités mondiales.

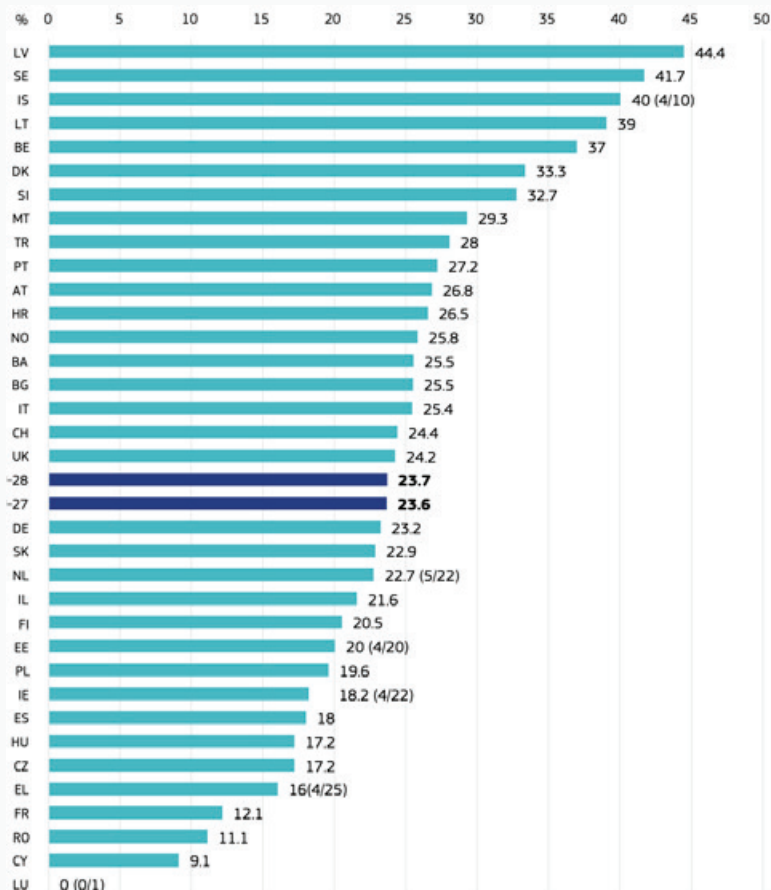
Une politique volontariste dans les organismes de recherche. Seules 9 femmes ont dirigé un organisme de recherche depuis leur création. « Je suis la première femme présidente mais, sur 34 directeurs d'unité, nous n'avons que deux femmes », pointe Elisabeth Claverie de Saint Martin, PDG du CIRAD, qui remarque que les questions d'égalité sont peu traitées par les représentants syndicaux, à la fois « très masculins et très âgés » toute la tâche « reposant sur les directions ».

Au CNRS des mesures ont été prises pour changer la donne explique son président Antoine Petit : « Nous sommes à 30% de femmes directrices de recherche de première classe contre 12% il y a dix ans. Pour y parvenir nous avons décidé de nommer autant de pourcentage de femmes qu'il y a de potentiels de femmes candidates en les poussant à se présenter ».

Alors que l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) est à la parité femmes / hommes dans la plupart des fonctions il y a longtemps eu une perte en ligne dans les fonctions de direction, les femmes attendant cinq ans de plus que les hommes pour postuler les fonctions de direction. « Notre priorité depuis mon arrivée à la présidence a été de remonter à la parité dans les nominations en contactant toutes les femmes promouvables pour les pousser à postuler », explique le PDG de INRAE, Philippe Mauguin, dont l'organisme est aujourd'hui à parité avec 45% de femmes candidates qui occupent in fine la moitié des postes de direction.

Dans la moyenne européenne

23,7% de femmes sont présidentes d'universités en Europe selon l'étude [She Figures 2021](#) menée par la Commission européenne. Seules la Lettonie, la Suède et l'Islande approchent de la parité avec plus de 40% de femmes à la tête de leurs universités.



LA PERSONNALITE



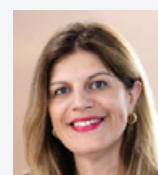
Camille Galap a été nommé administrateur provisoire de l'université Paris-Saclay. Un sacré challenge pour un bon connaisseur des arcanes de l'université Paris-Saclay pour avoir déjà été administrateur provisoire de l'ENS Paris-Saclay. Camille Galap connaît très bien ce qu'est le travail d'un administrateur provisoire pour avoir également été en charge de l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne en 2021. Décidément fin politique il a même été le candidat du Parti socialiste aux élections municipales du Havre en 2014. Il avait alors obtenu alors 16% des voix.

Celui qui fut également recteur de Guadeloupe (de 2015 à 2018) et président de l'université du Havre (2005 à 2012) a maintenant un mois pour mener à bien une concertation avec toutes les composantes de l'établissement afin de permettre l'élection d'un nouveau président. Faute d'accord sur la liste des personnalités qualifiées rejoignant le conseil d'administration, celle-ci a en effet été reportée alors que le mandat de la présidente, Estelle lacona, prenait fin le 1er mars. Éluë présidente en mai 2022 après la nomination de Sylvie Retailleau au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, celle-ci est aujourd'hui sérieusement challengée par Yves Bernard, candidat de l'union FSU-CGT et ex-président de l'école d'ingénieurs Polytech Saclay

Comme l'explique [Le Monde](#), ce dernier défend un modèle où chaque établissement membre posséderait les mêmes prérogatives. L'ancienne université Paris-Sud est en effet la seule à avoir perdu sa personnalité morale alors que les deux autres universités membres, Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et Évry, conservent la leur de même que l'ensemble des Grandes écoles membres. Sylvie Retailleau peut-elle accepter qu'on détricote une organisation qui a permis à son université de rattachement d'atteindre les sommets dans les classements mondiaux ? La mission de Camille Galap s'annonce pleine de chausse-trappes...

Né au Havre de parents martiniquais, Camille Galap a grandi en Guadeloupe avant de retourner au Havre où il obtient un doctorat en biologie. Grand sportif il fut plusieurs fois champion de France universitaire de karaté.

ELLES/ILS BOUGENT...



Patricia Bournet a été nommée directrice du recrutement international de TBS Education en plus de son poste de directrice du Bachelor. Diplômée d'un Master Marketing, Commerce, gestion de produits de grande consommation promotion 2002 à TBS Education, Patricia Bournet a débuté sa carrière en tant que responsable marketing

Pourquoi ce déficit ? « La France est dans la moyenne de l'Union européenne pour la part des femmes dans les instances de direction dans l'enseignement supérieur. Mais en-deçà si on considère notre action globale envers les femmes avec un index de genre qui se situe au-delà de la moyenne », répond Maxime Forest, chercheur et maître de conférences à Sciences Po, spécialiste des politiques d'égalité. « Depuis 2012 de nombreuses lois, et en particulier en 2019 la loi de transformation de la fonction publique, ont permis d'améliorer les positionnements des femmes. Elles sont absolument nécessaires », souligne Béatrice Noël, cheffe du Département Défis sociétaux et environnementaux au MESR, qui attend que les nouveaux plans égalité déposés par les établissements soient « plus ambitieux ».

« Le problème ce ne sont pas les femmes mais les structures sociales qui indiquent qu'elles ne sont pas les mieux adaptées à occuper les postes de responsabilités. La cause du déficit c'est le système ! », insiste Maxime Forest. « Il y a dix ans nous avons lancé beaucoup d'actions, comme par exemple, la nomination de hauts fonctionnaires à l'égalité femmes / hommes dans chaque ministère » rappelle Najat Vallaud Belkacem, aujourd'hui directrice France de l'ONG One, et qui fut ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur de 2014 à 2017, quand Sophie Béjean conclut : « Nous faisons évoluer le système. En dix ans les choses ont bougé mais la vitesse n'est pas encore celle d'un TGV ».

Olivier Rollot

Rédacteur en chef

- ▶ En 2014 sept femmes se rencontrent autour de Brigitte Plateau, à l'époque administrateur général du groupe Grenoble-INP et future première présidente de l'association, pour créer l'Afdesri. Dix ans plus tard plusieurs centaines de femmes, mais aussi quelques hommes, ont adhéré et participé à des colloques, groupes de travail et font réseau.

Les femmes dirigeantes influencent positivement la transition écologique des entreprises

Deux recherches publiées par Excelia BS démontrent l'impact positif de la présence des femmes dans les conseils d'administration pour faire avancer la transition écologique des entreprises. La première constate que la présence d'un plus grand nombre de femmes dans les conseils d'administration et aux postes de direction stimule l'innovation verte et plus globalement l'innovation d'entreprise. La seconde révèle l'impact positif des femmes pour l'atteinte des objectifs de réduction d'émission carbone. Ces recherches s'inscrivent dans l'axe de recherche Développement Durable et Responsabilité Sociale et Environnementale des Organisations (DD et RSE) du [CERIMM - Centre de Recherche en Intelligence et Innovation Managériales](#), le laboratoire de recherche d'Excelia Business School.

Sur la base d'un échantillon d'entreprises françaises cotées en bourse, une équipe de chercheurs, a examiné la relation entre la féminisation du conseil d'administration et l'innovation verte. Les chercheurs ont ainsi démontré que la présence d'un plus grand nombre de femmes dans les conseils d'administration et aux postes de direction, comme celui de directeur financier, entraîne une augmentation de l'innovation d'entreprise et spécifiquement de l'innovation verte.

Plusieurs constats découlent de cette étude :

- Les femmes qui s'engagent dans des activités innovantes se concentrent à la fois sur l'avantage concurrentiel de l'entreprise et sur le développement durable.
- La diversité de genres dans les conseils d'administration améliore le jugement et la capacité de prise de décision d'une entreprise.
- Les administratrices sont plus sensibles aux questions des différentes parties prenantes (y compris celles liées aux dimensions environnementales). Elles sont plus susceptibles de respecter des pratiques éthiques par rapport à leurs homologues masculins.

Les entreprises dont le conseil d'administration compte une plus grande proportion de femmes sont également plus susceptibles de réduire leurs émissions carbone par rapport aux objectifs de réduction. C'est ce que démontre l'étude portant sur les entreprises du secteur des matériaux de base qui émettent le plus de carbone. Elle examine si ces dernières sont susceptibles de se fixer plus fréquemment des objectifs de réduction de leurs émissions et si la présence de femmes dans leurs conseils d'administration favorise l'atteinte des objectifs fixés. Les résultats de l'étude indiquent que la présence de femmes dans les conseils d'administration réduit positivement l'écart entre les émissions de carbone et les objectifs de réduction.

- ▶ Références des articles : [The power of inclusion: Does leadership gender diversity promote corporate and green innovation?](#) (Janvier 2024), Research in International Business and Finance, [Emission targeting and carbon emissions: The moderating effect of female directors](#) (Janvier 2024), Business Strategy and the Environment

multisites dans le secteur automobile. Elle revient en 2013 à TBS Education sur le campus de Casablanca pour occuper le poste de responsable marketing – coordinatrice pédagogique MSc et MS marketing, management et communication. En 2017, elle rejoint le campus toulousain où elle dirige le Bachelor.



Pierre Catalan a été nommé au tout nouveau poste de directeur de la vie étudiante de Sciences Po dont il est lui-même diplômé. Après son diplôme il est notamment consultant chez Havas / Euro RSCG (2008-2010),

responsable de programmes et des relations institutionnelles de la Fondation Chirac (2010-2012), consultant en affaires publiques chez Meanings (2012-2014), responsable de la coordination de la COP21 (2015). De 2016 à 2021 il est responsable du volontariat de La Croix Rouge française. De 2021 à octobre 2023 il est enfin directeur de l'engagement et de la prospective de la FEHAP, un établissement de la santé privée solidaire.



Anne-Sophie Courtier a été nommée directrice des programmes de l'EM Normandie. Auparavant directrice des MSc et directrice adjointe du Programme Grande École de NEOMA Business School, elle a débuté

sa carrière en tant qu'intervenante en droit privé à la faculté de l'Université de Rouen Normandie. D'abord en tant qu'assistante pédagogique et de recherche, puis en tant que chargée d'enseignement en droit. En 2006, elle intègre NEOMA en tant qu'enseignant-chercheur puis, en 2008, comme responsable du MS Corporate Legal Management. Trois ans plus tard, elle prend la responsabilité du MSc International Project Development. En 2017, elle devient directrice des programmes MSc Full Time puis directrice adjointe du PGE en 2019. Elle pilote notamment le projet de fusion du Programme Grande École avec les MSc Full Time en coordonnant les programmes et les services transverses.

Elle est diplômée d'un Master recherche en droit privé à l'Université de Caen Normandie en 1998, suivi du CFPÀ à Université Paris 2 Panthéon-Assas en 1999, puis titulaire d'un doctorat de droit de l'Université de Rouen Normandie en 2005.

En plus de ces activités, Anne-Sophie Courtier assume la Présidence de l'Association Française Droit et Management, axée sur la valorisation de la recherche en droit au sein des Business School.



Philippe Guérinet a été nommé directeur de DeVinci Executive Education (Pôle Léonard de Vinci). Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'ENSAE et d'un master in Strategic Management d'HEC,

il a débuté son cursus professionnel dans diverses entreprises : Gemini Consulting, American Express, etc. Après une expérience de quatre ans aux États-Unis, il s'est engagé en 2005 dans le secteur de l'enseignement supérieur en occupant pendant cinq ans les fonctions de secrétaire général du groupe

Egalité femmes / hommes : que dit le ministère du Travail des écoles de management ?

Le site [Egapro](#) permet de consulter l'index de l'égalité professionnelle femmes-hommes. Même si c'est obligatoire toutes les écoles n'y répondent pas ou pas chaque année. Nous avons choisi de publier leur dernière note. Audencia et ISG s'y classent ex-aequo à la première place et SCBS à la dernière.

► Rendons à César ce qui lui appartient : c'est le site Business School qui a eu le premier l'idée de publier cet indice en 2023.

Index 2024 de l'égalité professionnelle des écoles de management

École	Année	Note	Écart rémunérations /40	Écart taux d'augmentation /40	Retour congé maternité /15	Hautes rémunérations /10
Audencia	2024	97	37	35	15	10
ISG	2024	97	37	35	15	10
EMLV	2024	95	35	35	15	10
ESC Clermont	2024	94	39	35	15	5
TBS Education	2024	94	34	35	15	10
EM Normandie	2024	91	31	35	15	10
ESSCA	2024	91	31	35	15	10
Excelia	2024	90	35	35	15	5
NEOMA	2024	90	35	35	15	5
Rennes SB	2024	90	35	35	15	5
EDHEC	2024	89	34	35	15	5
emlyon	2024	89	34	35	15	5
ESCP	2024	89	29	35	15	10
ESSEC	2024	89	34	35	15	5
SKEMA	2024	89	34	35	15	5
EDC Paris	2024	88	33	36	15	5
ISC Paris	2023	87	34	35	NC	5
ESCE	2023	86	33	35	NC	5
ICN	2024	86	31	35	15	5
INSEAD	2024	86	31	35	15	5
INSEEC	2022	86	33	35	NC	5
MBS	2024	86	31	35	15	5
Grenoble EM	2022	84	35	15	NC	10
IÉSEG	2022	84	34	20	15	0
IPAG	2023	84	34	35	15	0
Brest Business School	2024	83	33	35	15	0
HEC Paris	2022	79	34	20	15	0
BSB	2021	78	33	35	0	10
KEDGE	2024	76	21	35	15	5
SCBS	2024	68	38	15	15	0

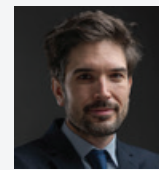
Source : Egapro

CESI puis de directeur de l'Executive Education de CentraleSupélec de 2013 à 2019. De 2019 à 2023 il était à la tête de Science Po Executive Education.



Gaëlle Lissorgues a été nommée directrice générale adjointe de ESIEE Paris. Diplômée de l'École normale supérieure de Cachan, elle a obtenu son doctorat en électronique en 1997 à l'Université Paris VI. Sa thèse portait sur les techniques de télémétrie laser. Elle intègre ensuite l'ESIEE Paris comme professeure associée dans le département Signaux et Télécommunications de l'école et en tant que membre du laboratoire ESYCOM. Elle soutient son habilitation à diriger les Recherches (HDR) en 2006 à l'Université Paris Est. Elle rejoint le département d'Électronique de l'école en tant que professeure en 2007. Elle joue ensuite un rôle essentiel dans la création du Département Santé, Énergie et Environnement, qu'elle a dirigé jusqu'en 2021.

En 2019 Gaëlle Lissorgues devient directrice de l'École doctorale MSTIC (Mathématiques, Sciences des Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Université Paris Est. En 2021 elle rejoint l'équipe de direction de la ComUE Université Paris Est en tant que première vice-présidente en charge de la Mission de projets.



Etienne Peyrat, 35 ans, a été nommé président de Sciences Po Lille après avoir obtenu 24 voix pour, 3 abstentions, 2 blancs et 1 nul au vote du conseil d'administration. Il a maintenant la difficile tâche de succéder au directeur emblématique que fut [Pierre Mathiot](#), directeur de 2007 à 2015 puis de 2019 à 2024, qui redevient professeur au sein de l'institut.

Etienne Peyrat est premier vice-président de l'Université de Lille en charge de la gouvernance et du pilotage. Il est depuis 2017 maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Po Lille, après un parcours universitaire qui l'a mené de l'École normale supérieure de Paris - PSL, à la Sorbonne et Sciences Po Paris. Avant de prendre ses fonctions à Sciences Po Lille dont il a été membre de l'équipe de direction pendant deux ans, il a également enseigné à l'Université de Galatasaray (Istanbul) et à l'Université Polytechnique Hauts-de-France (Valenciennes).



Miguel Urdanoz prend la direction du Programme Grande École de TBS Education. Il succède à Anne Rivière qui a été nommé à la tête de la toute nouvelle direction de la Formation Initiale de TBS Education. Titulaire d'un doctorat en Sciences Économiques (École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris et Toulouse School of Economics), Miguel Urdanoz a rejoint TBS Education en 2010 en tant que professeur en organisation industrielle, logistique et technologie. Très engagé dans son département académique et au sein de l'école, il a occupé durant 6 ans la fonction de responsable du département Organisation industrielle, logistique, technologie.

« Get More » : Rennes School of Business lance son nouveau portefeuille de masters gradés



Rennes School of Business déploie sa nouvelle offre de masters à la rentrée 2024. Sous l'appellation « Get More », ce sont des masters « ultraspécialisés » qui permettent aux étudiants de se professionnaliser efficacement dans les domaines suivants :

- la finance (International Finance), forme évoluée du MSc in International Finance labellisé par l'EFMD et classé 35e mondial par le Financial Times, proposant deux parcours de spécialisation, l'un en finance internationale et l'autre en comptabilité et audit international ;
- le marketing (Digital Marketing Management), avec un programme spécifiquement dédié au marketing digital, et une nouvelle spécialisation innovante dédiée au design immersif ;
- le commerce international (International Business, Negotiation and Geopolitics) qui comprend une spécialisation dédiée à la négociation et au business development, et une autre à la géopolitique ;
- la logistique (Logistics and Supply Chain Management), programme adossé à un centre de recherche particulièrement innovant ;
- le management des transitions (Sustainability and Transition Management), avec un parcours dédié à l'entrepreneuriat à impact et l'autre au management de projet dédié aux transitions ;
- le management sectoriel (Luxury Marketing and Brand Management) avec une emphase particulière donnée à l'industrie du luxe ;
- le management de la donnée (Data Analytics, Intelligence and Security) appliqué à différents domaines dont celui de la finance.

- ▶ Rennes SB soumet depuis deux ans maintenant ses Masters à l'évaluation de la Cefdg (Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion). Cinq d'entre eux ont d'ores et déjà obtenu le grade de master.

emlyon business school propose un nouveau triple diplôme international

Bayes Business School à Londres et Politecnico di Milano Graduate School of Management à Milan s'associent à emlyon BS pour proposer un nouveau diplôme de [Master en Management, Finance et Tech](#) à la rentrée 2024. Les étudiants pourront successivement acquérir des compétences en management à Lyon, approfondir leurs connaissances en fintech à Milan et en corporate finance à Londres.

Chaque étudiant aura ainsi la possibilité d'obtenir trois diplômes :

- le Master in Management - Programme Grande École d'emlyon ;
- le MSc in Corporate Finance (ou MSc in Finance) de Bayes Business School ;
- le 1st Level Specialising Master in Management, Finance and Tech from Politecnico di Milano Graduate School (POLIMI GSoM).

Europe : les étudiants de l'ESCP s'initient au Green Deal



« Designing Europe » est un processus d'apprentissage immersif mené par ESCP depuis maintenant seize ans dont l'objectif est de « démontrer que le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne peut servir les grandes transformations que nous devons relever ». Pour cette édition 2024, dans le contexte des prochaines élections européennes des 6 et 9 juin prochains, plus de 1 200 étudiants du Master en Management ESCP, venant de ses 5 campus européens (Paris-Londres-Berlin-Turin-Madrid) ont travaillé les 6 et 7 mars 2024 sur un thème d'actualité au Parlement : le Green Deal.

En endossant les habits des parlementaires européens, chaque étudiant participe à une négociation – en anglais – conclue par un vote et l'adoption d'un projet de résolution du Parlement européen. Les étudiants présentent alors leurs projets à la barre et les argumentent tels de vrais parlementaires. « Cette initiative est très appréciée par nos étudiants et conforte notre identité européenne et l'ADN de notre école, qui entend bien former les futurs managers internationaux. A l'heure où les grandes transformations environnementales, sociales et technologiques rappelle l'importance des institutions européennes, nous sommes convaincus de toute l'importance d'œuvrer à l'engagement de nos étudiants qui, demain seront prêts à avoir un véritable impact sur notre société », analyse Léon Laulusa, le directeur général d'ESCP.

Grenoble École de Management organise ses « Olympiades de la Sustainability »

GEM organise les « Olympiades de la Sustainability » visant à mettre en lumière les avancées et opportunités dans le domaine de la durabilité, ainsi que les recherches de pointe menées par ses chaires de recherche. Depuis le 26 février et pendant trois semaines, les étudiants s'immergent dans diverses activités pédagogiques, animées par [Impact](#) (association étudiante de GEM, créée en 2006 pour sensibiliser et agir en faveur de la transition) et la [Chaire Territoire en Transition](#) de GEM.

Sont notamment proposés la participation à des Fresques (de la diversité, des océans, du climat, du numérique, de la biodiversité, ..), à des serious games (dont [Ethical Expedition](#)) ou encore des tests d'auto-évaluation en partenariat avec [Sulitest](#).

Les participants seront récompensés pour leur engagement et leur contribution par des Open badges, des badges numériques valorisables sur LinkedIn, reflétant leur niveau d'engagement en matière de durabilité auprès de leurs futurs employeurs.

En bref...

- Jusqu'au 14 mars, les lycéens et les étudiants en réorientation doivent se rendre sur la plateforme Parcoursup pour formuler leurs vœux. Face à ces enjeux d'orientation, **l'EDC Paris Business School** a réalisé une [vidéo qui met l'accent](#) sur des lycéens qui hésitent face à la multitude d'offres.
- **BSB** et le [Groupement Les Mousquetaires](#) viennent de signer un partenariat pour les trois prochaines années. Cette collaboration s'articule autour des problématiques de recrutement et de marque-employeur, une salle de cours du Campus BSB Dijon – la Salle #EspritMousquetaires – portant de plus le nom de cet acteur majeur de la grande distribution.



Anne Rivière a été nommée à la tête de la toute nouvelle direction de la Formation Initiale de TBS Education. Elle était jusqu'ici directrice du Programme Grande École et des Master of Sciences de TBS Education. Professeure au sein de TBS depuis 15 ans elle a auparavant été directrice de mission chez EY puis dirigé le contrôle de gestion d'Interforum, le principal distributeur de livres français. Anne Rivière est diplômée d'HEC, titulaire du DESCF, d'un doctorat en sciences de gestion et d'une HDR (habilitation à diriger les recherches).



Jean-Francois Salies a été nommé directeur des opérations de la toute nouvelle direction de la Formation Initiale de TBS Education aux côtés d'Anne Rivière. Il était jusqu'ici directeur adjoint du Programme Grande École et des Master of Sciences de TBS Education après 24 années passées au sein de l'école.

- ▶ Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables politiques de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog d'HEADway](#).



LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Directeur (rice) du campus de Bordeaux

DCB_QE

[Headway People](#), cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour le campus Bordelais de Quest Education un/une :

Directeur (rice) du campus de Bordeaux

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Responsable des accréditations F/H

edhec_respaccred2024

[Headway People](#), cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour le campus lillois de l'Edhec Business School un/une :

Responsable des accréditations F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

- Le Bachelor Finance de l'**ESLSCA Business School** est désormais admissible sur Parcoursup.
- [Les raisons du succès du campus londonien de l'ESCP](#) (Le Figaro)
- [Enseignement supérieur : le Pôle Léonard de Vinci en quête d'investisseurs](#) (Les Echos)
- ["Have Impact, You Will!" Turning Higher Ed Instructors into Jedi Masters of Sustainability Teaching \(EFMD\)](#) par les créateurs du Sulitest, Jean-Christophe Carteron et Aurelien Decamps, Scott Blair and Estela Pilz

POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Moyens, recherche, label : la Cdefi s'interroge



Nouveau label enseignement supérieur privé, budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, création des agences de programmes, la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs) avait beaucoup à dire cette semaine en commençant par lancement d'un conseil stratégique de la recherche des écoles d'ingénieurs.

Emmanuel Duflos, président de la Cdefi et directeur général de l'EPF, et Cécile Delolme, vice-présidente de la Cdefi et directrice de l'Entpe

Recherche et agences de programmes. « Les écoles ont été unanimes pour soutenir la création de ce conseil stratégique. Nous faisons le constat que la reconnaissance de la recherche dans les écoles d'ingénieurs reste faible au plus haut niveau de l'État. De plus la position des écoles régresse et elles sont de plus en plus exclues du pilotage des UMR. Elles sont souvent vues comme des agences de moyen pour des établissements la pilotent », analyse le président de la Cdefi, Emmanuel Duflos. Piloté par l'ancien président de la Cdefi et directeur général des Mines Saint-Etienne, Jacque Fayolle, le conseil se réunira pour la première fois le 19 mars.

La présence des écoles dans les nouvelles agences de programmes ne rassure en effet pas la Cdefi. « Si l'objectif de départ de transformer les organismes nationaux de recherche en agences de programme est louable il va falloir prendre garde à ne pas dédoubler les ONR en mettant en place des process complexes qui auront au final pour unique mission de redistribuer un PEPR (Programme et équipement prioritaires de recherche) de plus par agence », s'inquiète Laure Morel, vice-présidente de la Cdefi et directrice de l'Ensgsi, qui propose que les écoles participent au choix des futurs programmes.

► « Disposer d'une fiche RNCP unique pour le doctorat ne nous paraît pas possible », réaffirme également Laure Morel, qui a déjà présenté les compétences de l'ingénieur-docteur telles que les définit la Cdefi (lire [l'article](#) sur le site de l'Essentiel du Sup).

Quel nouveau label de l'enseignement supérieur privé ? « La très grande agilité de l'enseignement supérieur privé lui permet de créer des formations qui ne sont pas forcément réalisées par la puissance publique. La nouvelle loi sur l'apprentissage et les aides apportées aux entreprises l'ont encore renforcé », fait le bilan de l'évolution du paysage Dominique Baillargeat, vice-présidente et directrice générale de 3IL Ingénieurs, qui est particulièrement impliquée pour la Cdefi dans la création du futur label de l'enseignement supérieur privé : « Il y a un vrai problème de visibilité et les familles peuvent facilement être trompées sur l'offre de formation. Il faut une régulation qui se fasse pour chaque formation. Il faut qu'on puisse faire la différence entre les diplômés et les titres ». Pour la Cdefi « toutes les formations, publiques et privées, devraient être concernées dès lors qu'elles ne possèdent ni visa ni grade ». Les procédures devraient être allégées pour les formations déjà évaluées par la CTI, le Hcéres ou encore la Cefdg.

Parmi les critères à retenir pour structurer le futur label Dominique Baillargeat insiste sur la nécessité pour chaque établissement de posséder une équipe pédagogique permanente, de bonnes conditions d'enseignement et une transparence dans sa communication. Et de conclure : « Il ne faut pas que ce soit une appellation supplémentaire qui complique encore le choix mais, au contraire, qui le simplifie ! »

► La Cdefi s'interroge également sur la capacité de tout en chacun de créer un établissement d'enseignement supérieur sans condition de compétences particulières.

Un budget de l'enseignement supérieur et de la recherche en berne. Même si les annulations de crédit du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) portent essentiellement sur les réserves de précaution et des projets repoussés, « les moyens stagnent alors que les besoins augmentent. L'enseignement supérieur et la recherche n'est pas dans les priorités de l'État ! » dénonce Cécile Delolme, vice-présidente de la Cdefi et directrice de l'Entpe, qui note également que « les écoles ne sont pas toutes traitées de la même façon selon leur tutelle ministérielle ». Autre interrogation sur la baisse des moyens de France Compétences qui pourrait « mettre à mal le modèle des écoles ».

La dimension internationale. La Cdefi reste opposée à la création de caution pour les étudiants internationaux comme à l'obligation pour les établissements d'établir des droits différenciés ou encore au suivi du caractère « réel et sérieux » des études suivies. « Au-delà des mesures de la loi immigration il y a pour nous un réel sujet d'attractivité internationale. Nous allons lancer un groupe de travail pour déceler comment être plus attractifs », établit Emmanuel Duflos, qui se félicite de la participation de beaucoup d'école d'ingénieurs aux universités européennes.

Directeur des affaires académiques F/H

ABS_DirAC

Headway People, cabinet de recrutement leader dans le secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation. Africa Business School, l'école de commerce de l'UM6P - Université Polytechnique Mohammed VI, a retenu nos services pour le recrutement d'un professionnel d'exception situé à Rabat :

Directeur des affaires académiques F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Associate Dean of research F/H

ABS_AssDeanR

Headway People, cabinet de recrutement spécialisé dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche a été mandaté par l'Africa Business School pour le recrutement d'un :

Associate Dean of research F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Professor of Digital transformation F/H

ABS_profDT

Headway People, is a leading executive search firm recruiting exclusively for the higher education, research and training sectors. Africa Business School, the business school of UM6P - Mohammed VI Polytechnic University, has engaged our services for the recruitment of an outstanding professor located in Rabat:

Professor of Digital transformation F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

SYLVIE RETAILLEAU SUR LA RESERVE

Auditionnée par la Commission culturelle de l'Assemblée nationale le 5 mars (voir la [vidéo](#)), la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) a précisé que sur les quelques 588 M€ de crédits annulés pour 2024 plus de 434 M€ font partie des réserves de précaution. Le reste des crédits annulés porte sur des reports de projets annuels immobiliers et d'équipements ou d'investissement de recherche qui sont « étudiés au cas par cas pour identifier ceux qui ont le moins d'impact à court terme ». Enfin des ajustements sont faits sur des projets et des financements de l'Agence nationale de la recherche (ANR) sans « altérer le taux de succès ».

Mais pourquoi les filles ne s'orientent pas plus vers les métiers du numérique ?

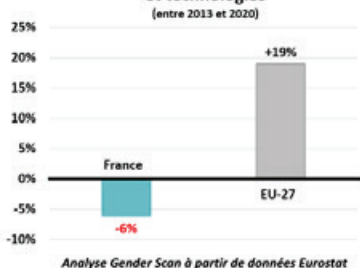
La question interpelle depuis longtemps les acteurs du numérique, écoles d'ingénieurs comme professionnels : pourquoi ne parviennent-ils pas à attirer plus de filles dans un secteur en plein développement ? La deuxième édition du Gender Scan Etudiants Ingénieurs mesure justement l'évolution de la féminisation dans le secteur des technologies et du numérique sur la base des données Eurostat les plus récentes. Elle comprend également une analyse des résultats de l'enquête conduite avec la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs). « 37% des femmes qui sont aujourd'hui étudiantes en STIM ou en numérique ont été découragées de faire ce choix par leurs proches. C'est le double des hommes », stigmatise Claudine Schmuck, qui administre l'étude avec le cabinet d'étude Global Contact. « Il est aujourd'hui plus facile d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les fonctions dirigeantes que dans les métiers de la tech », regrette Vincent Lecerf, directeur des ressources humaines d'Orange, venu commenter l'étude. Pour y remédier la Française des Jeux exige depuis un an qu'on lui présente autant de candidatures de femmes que d'hommes. « Problème : elles sont très sollicitées ! », remarque Jonathan Gindt, directeur de cabinet de la PDG de la FDJ.

Un mal français ? La proportion de femmes diplômées dans les STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) décline en France de 6% entre 2013 et 2020 alors qu'en Europe elle augmente de 19%. Une diminution qui provient de la chute de la proportion de femmes dans les filières de l'ingénierie – industrie de production et de transformation : -16% en cycle court, -10% au niveau licence, -12% au niveau master et -10% au niveau doctorat.

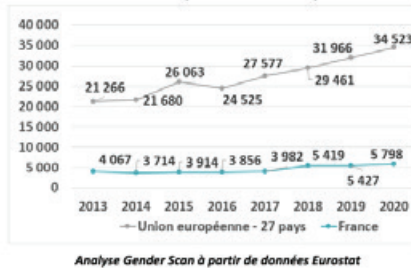
Le numérique voit une évolution plus positive, quoique inférieure à l'évolution européenne, avec une progression de 43% des effectifs de femmes diplômées depuis 2017, alors qu'en Europe elle est de 62%. Cette croissance est tirée par la progression des effectifs féminins en cycle court (+6%), en doctorat (+4%) et surtout en licence avec une croissance supérieure à l'europpéenne (21% contre 17%). « La progression observée est donc significative. Mais dans la mesure où elle est équivalente à celle de l'ensemble des diplômés de cette spécialisation, la proportion des femmes ne progresse pas et reste à 19% », analyse Claudine Schmuck.

- Les croissances les plus fortes des effectifs de femmes diplômées dans le numérique en Europe entre 2013 et 2020 sont observées en Roumanie (+533%), Irlande (+257%), Belgique (+197%), au Luxembourg (+160%) et en Suède (+114%).

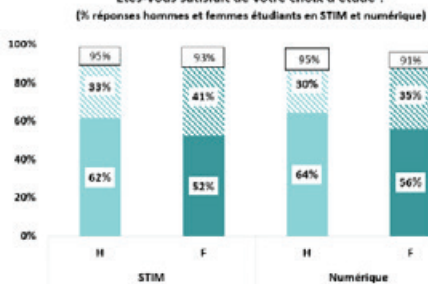
Evolution du nombre de femmes diplômées dans les sciences et technologies (entre 2013 et 2020)



Evolution du nombre de femmes diplômées dans le numérique (entre 2013 et 2020)



Etes-vous satisfait de votre choix d'étude ? (% réponses hommes et femmes étudiants en STIM et numérique)



Des freins persistants. L'argument dissuasif pour décourager les femmes comme les hommes de se destiner aux carrières des STIM et du numérique est un niveau de résultats insuffisant à l'école, cité par 40% des femmes et 46% des hommes découragés dans les STIM, 33% des femmes et 54% des hommes découragés dans le numérique. Surtout près de 33% des apprenants indiquent qu'elles ont été découragées simplement parce qu'en tant que femme le milieu « leur serait hostile », soit parce qu'il ne s'agit pas de « métiers de femmes ». Résultat : 57% des étudiants déclarent s'intéresser aux STIM et au numérique avant la fin du primaire, alors que ce

n'est le cas que de 41% des étudiantes. « Identifier les freins à la féminisation de nos formations est la pierre angulaire à l'élaboration de politiques et actions pour développer la mixité. L'étude Gender scan est à ce titre fondamentale tout comme le sont les actions de sensibilisation aux sciences telles que Science factor ou les actions des écoles d'ingénieurs », assure le président de la Cdefi, Emmanuel Duflos.

Pourtant il n'y pas de différence importante entre les facteurs de motivation des étudiantes et étudiants en STIM. Par exemple une proportion quasi équivalente de femmes et d'hommes sont motivés par le salaire et la facilité à trouver un emploi. Avec une légère différence observée sur le premier facteur de motivation, qui est le fait de pouvoir travailler dans de nombreux domaines qui reflète le souhait des femmes d'utiliser leur compétence dans une plus grande diversité de secteurs et fonctions.



QUELLES SONT LES ENTREPRISES LES PLUS INNOVANTES DANS LE MONDE ?

Clarivate publie son [Top 100 Global Innovators 2024](#) toujours largement dominé par les entreprises japonaises et coréennes : Samsung est classée première devant Canon, Honda, Toyota et Seiko Epson. Pour la France c'est le CEA qui s'impose à la 31^{ème} place devant Airbus (34^{ème}), Safran (46^{ème}), Thales (77^{ème}), le CNRS (90^{ème}) et Michelin (97^{ème}).



L'IGESR PUBLIE SON RAPPORT ANNUEL

Dans son [rapport annuel 2022-23](#), l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igesr) indique avoir été « particulièrement mobilisée par de nombreuses missions en appui aux feuilles de route de ses nouveaux ministres de tutelle et dans le cadre d'une volonté présidentielle réaffirmée de faire de l'École une priorité régalienne ». Tout comme l'année précédente, le rapport d'activité prend la forme de supports vidéo à travers la présentation de 10 missions de son activité de l'année, de la diversité de son action et de ses champs d'intervention. Ces missions sont présentées par les inspecteurs généraux qui les ont pilotées. Caroline Pascal, la cheffe de l'IGESR, donne à voir en outre, dans le cadre de quatre vidéos, l'organisation de l'inspection générale, le contexte et le bilan de son activité en 2022-2023.

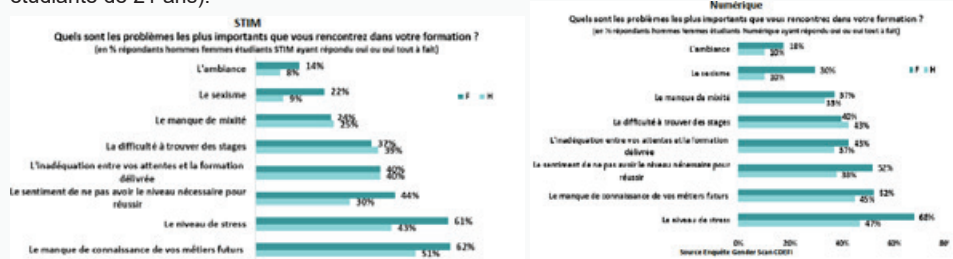
- Le dernier rapport remis cette année est consacré aux [Campus connectés](#). Le rapport privilégie le scénario qui consiste à « maintenir un financement national de chaque campus connecté qui aura fait les preuves de sa réussite à l'issue des cinq ans du PIA, conditionnée par certains indicateurs témoignant de son attractivité (nombre d'étudiants accueillis) et de l'investissement des collectivités territoriales et des partenaires du campus connecté ».

In fine une proportion très élevée d'hommes et de femmes se déclarent satisfaits de leur choix d'étude : 95% d'hommes et 93% de femmes dans les STIM, 91% de femmes dans le numérique. Toutefois, un écart important est observé dans la proportion de répondants qui se déclarent très satisfaits, les hommes étant plus nombreux que les femmes à se déclarer tout à fait satisfaits : 10% plus (62% d'hommes vs 52% de femmes) dans les STIM, et 8% plus (64% d'hommes vs 56% de femmes).

Une proportion nettement plus grande d'étudiantes en STIM et dans le numérique déclarent souffrir de stress, de manque de confiance en soi, ainsi que de l'ambiance et de sexisme. Les écarts femmes-hommes sont nettement plus importants dans le numérique. Le manque de connaissance sur les métiers futurs est déclaré comme étant le premier problème observé par les étudiants en STIM (écart de 11%), alors que dans le numérique c'est le niveau de stress qui est évoqué par presque 20% d'étudiantes en plus.

Un sexisme endémique. S'il est une explication au manque d'appétence des femmes pour ces carrières elle se trouve sans doute dans le sexisme qui y existe toujours. 22% des femmes en formation dans les STIM et 30% dans le numérique s'estiment ainsi victimes de sexisme. Par rapport à 2021, cette proportion diminue de façon significative. En 2021, 38% d'étudiantes dans le numérique et 35% d'étudiantes en STIM déclarait avoir été confrontée à ce type de problème, soit une baisse de 8% dans le numérique et le 6% dans les STIM. Cependant la proportion de femmes qui se disent victimes de harcèlement sexuel ne diminue pas dans le numérique, et seulement très légèrement dans les STIM (14% en 2021, vs 12% en 2023).

Interrogées dans le cadre de l'étude des étudiantes évoquent des problèmes liés au fait qu'elles sont des femmes : « *Je ne me suis jamais sentie aussi "femme" que dans mes études, pas pour les bonnes raisons mais plutôt comme obstacle pour apprendre, m'épanouir et me sentir à ma place. J'aimerais que des comportements de type "tu prends les notes car tu as une belle écriture" ou "tu feras le compte rendu du coup" soient bannis. J'aime ce que j'apprends mais je n'aime pas l'ambiance, je n'aime pas avoir l'impression qu'il faille prouver que je mérite ma place ou même le droit de m'exprimer* » (une étudiante de 21 ans).



Preuve des efforts entrepris par les écoles, la proportion d'étudiantes informées de l'existence de dispositifs de suivi et d'accompagnement est passée en deux ans de 20% à 56% dans les STIM, et de 27% à 48% dans le numérique. Mais la proportion d'étudiantes qui déclarent ne pas être informées reste significative dans le numérique, où elle se maintient à plus de 40%. Et si la proportion des étudiantes victimes de harcèlement sexuel qui utilisent le dispositif d'alerte s'améliore un peu, elle reste inférieure à 10%.

L'enquête a été menée par le cabinet d'étude Global Contact en partenariat avec la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (Cdefi) auprès des étudiants dans les écoles d'ingénieurs en partenariat avec la CDEFI. Elle a été conduite en ligne d'avril à juillet 2023 avec 1436 répondants.

« Tirant les leçons de ces constats, » la Cdefi, Bpifrance, Orange, la Frenchtech et 40 acteurs phares de l'écosystème (dont la Bpifrance, la FDJ, Orange) ont soutenu le déploiement en France d'une démarche qui prend appui sur trois piliers essentiels : l'implication des prescripteurs (enseignants, parents), avec des activités continues pour consolider l'impact sur les choix d'orientation (exposition, ateliers, rencontre en présentiel ou distanciel), et des enquêtes systématiques auprès des prescripteurs et des élèves pour en évaluer les effets à court et moyen terme après une phase expérimentale déployée en novembre 2022 avec l'appui de la Frenchtech.

LES DIX MEILLEURES ECOLES DE DESIGN FRANÇAISES...

Les dix meilleures écoles de design françaises selon le [Classement du Figaro](#) sont :

1. Ensci-Les Ateliers, Paris 11 (publique)
2. École nationale supérieure des arts décoratifs, Paris 5 (publique)
3. École de design Nantes Atlantique, Nantes (Consulaire)
4. Ensaama-Olivier de Serres, Paris 15 (publique)
5. École Boulle, Paris 12 (publique)
6. École Camondo, Paris 14 et Toulon (privée)
7. Strate, école de design, Sèvres (privée)
8. Esad Saint-Étienne (publique)
9. Penninghen, Paris 6 (privée)
10. Esad Reims (publique)

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



Progression
(tous domaines)
2018-2023

+27 points

La généralisation de l'accès ouvert aux publications scientifiques est l'un des axes de la stratégie nationale de science ouverte, avec pour objectif un taux d'accès ouvert de 100% en 2030 pour les articles de revue. Depuis 2018 la progression est de 27 points mais stagne depuis 2022 à 65% selon le [Baromètre français de la Science ouverte 2023](#) que vient de publier le MESR.

HAUSSE DES LOYERS DES CHAMBRES DE CITE U

Le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) a annoncé le ce 28 février 2024, une hausse des loyers des chambres de cité U jusqu'à 3,5%. Cela représente, selon la nouvelle présidente du Cnous, Bénédicte Durand, une hausse comprise «entre 2 et 6 euros par étudiant, par mois, une fois les APL pris en compte».

IA générative : les chercheurs de CentraleSupélec créent un modèle de langage « souverain, ouvert, éthique et frugal »



The AI community building the future.

Les équipes de recherche du [laboratoire MICS](#) (Mathematics and Informatics) de CentraleSupélec ont développé avec [lluinTechnology](#) un nouveau modèle de langage (LLM) appelé CroissantLLM, dorénavant sur la plateforme [Hugging Face](#). Cette brique technologique d'IA va permettre aux entreprises d'intégrer dans leurs processus métiers une « IA souveraine, frugale et de culture française. »

Cinq caractéristiques distinguent, selon leurs créateurs, CroissantLLM des IA génératives actuellement proposés :

- il est « souverain » : c'est une équipe de recherche française qui l'a développée. Elle s'est appuyée sur le calculateur national Jean Zay au sein du GENCI ; les jeux de données sont également français et publics, donc connus et traçables ;
- il est « ouvert et responsable » : tout est en open source et donc accessible, des algorithmes aux modèles et jeux de données utilisés, pour une transparence totale ;
- il maîtrise la langue française : il a été entraîné sur autant de contenus en français que de contenus en anglais, ce qui lui permet d'intégrer et de maîtriser les spécificités de la langue et de la culture françaises ;
- il est « éthique » : l'équipe de recherche a veillé au respect des règles fixées par le récent AI Act
- il est « frugal » sans pour autant faire de concessions sur la vitesse : il compte seulement 1.3B de paramètre (contre +180 pour ChatGPT 3.5 par exemple). Il n'a donc pas besoin d'importantes puissances de calcul pour s'exécuter, ce qui lui permet de tourner sur des smartphones et ordinateurs personnels et pas uniquement en sollicitant plusieurs GPU. Par voie de conséquence, son fonctionnement consommerait peu d'énergie.

En bref...

- [Enseignement supérieur : le Pôle Léonard de Vinci en quête d'investisseurs](#) (Les Echos)
- L'École polytechnique universitaire de Bourgogne a officiellement été créée (lire [l'arrêté](#)). L'Esirem devient ainsi **Polytech Dijon** après avoir inauguré en décembre dernier l'extension de ses bâtiments sur 1 800 m². L'école est en effet en pleine expansion avec un nombre d'étudiants ayant doublé en 5 ans (de 370 élèves en 2016 à 720 élèves en 2023).

ORIENTATION

Parcoursup : le comité de suivi veut plus de transparence

Le [rapport annuel](#) du Comité éthique et scientifique de Parcoursup (CESP), présidé par Gilles Roussel, président de l'université Gustave-Eiffel et ancien président de la Conférence des présidents d'université (CPU), a été rendu public le 4 mars 2024. Ils estiment notamment que le moment est venu de « *dire clairement que la finalité du lycée général et technologique est de préparer les lycéens à l'enseignement supérieur* ». Alors que 22 % des formations présentes sur Parcoursup hors apprentissage - et 69% en apprentissage - sont portées par des établissements privés le comité leur consacre cette année un chapitre.

Une procédure de plus en plus rapide. « *Des progrès remarquables ont été réalisés depuis 2018 concernant la vitesse de la Procédure* », acte le comité qui propose que, les candidats ayant accès aux premières réponses des formations le 30 mai, la date de la hiérarchisation des vœux soit placée vers le 10 juin. Cette date se trouverait ainsi à mi-chemin entre l'ouverture des propositions des formations et le début du baccalauréat.



OUVERTURE DE LA CAMPAGNE DU DOSSIER SOCIAL ETUDIANT 2024-2025

Le Crous ouvre la campagne du dossier social étudiant (DES) pour inciter les étudiants et futurs étudiants à faire leur demande de bourse et de logement avant le 31 mai 2024. Entièrement dématérialisé, le dossier social étudiant (DSE) se remplit en ligne sur le site [messervices.etudiant.gouv.fr](#). C'est une démarche obligatoire pour pouvoir bénéficier d'une bourse sur critère social ou d'un logement Crous. Pour l'année 2023-2024, ce sont plus d'1 million de dossiers de bourses qui ont ainsi été déposés et instruits par le réseau des Crous.

Les 5 étapes pour faire son Dossier social étudiant :

1. Vérifier l'éligibilité sur le simulateur du site [lescrous.fr](#) : <https://www.lescrous.fr/nos-services/simulateur-de-bourse/>
2. Rassembler et préparer toutes les pièces justificatives qui permettent d'attester de la situation financière, familiale et scolaire. Pour plus d'informations sur les pièces justificatives, rendez-vous sur [JeDemandeMaBourse.lesCrous.fr](#)
3. Mettre à jour le compte et saisir le Dossier social étudiant (DSE) sur <https://www.messervices.etudiant.gouv.fr>
4. Si le dossier est complet, il n'y a plus de démarches à effectuer. Il faut sinon renvoyer les pièces réglementaires demandées

À l'issue de l'étude du dossier, les demandeurs recevront par mail une notification conditionnelle de bourse.

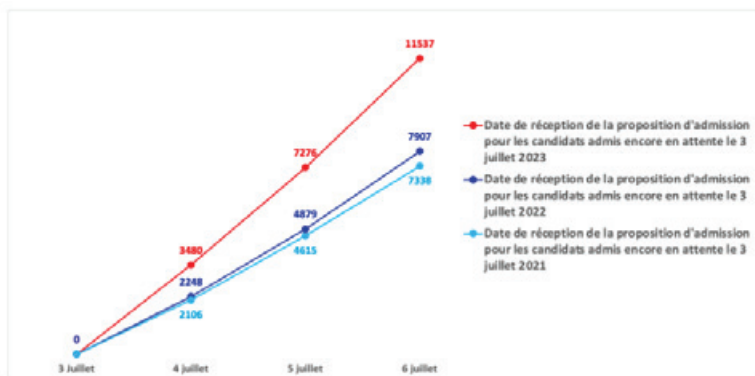


DÉCOUVERTE DES MÉTIERS : LE NOUVEAU STAGE EN FIN DE SECONDE

L'objectif du nouveau stage d'observation de seconde générale et technologique, instauré à partir du mois de juin 2024 et pour une durée de deux semaines, du 17 au 28 juin, est de « permettre aux élèves de découvrir différentes facettes du monde professionnel pour envisager ensuite un choix d'orientation plus libre, mieux éclairé, plus dégagé de l'autocensure sociale ou genrée, en lien avec les grands défis écologiques, numériques, économiques que les régions et le pays relèvent ».

Pour que tous les lycéens de seconde générale et technologique puissent y accéder chaque entreprise, association, collectivité locale, administration de l'État, hôpital, peut offrir un ou plusieurs stages, en fonction de ses métiers et de sa taille, sur l'espace dédié [1jeune1solution](#) qui leur sera ouvert le 6 mars. Cette plateforme permettra

Figure 3 : Vitesse de la procédure principale entre le 3 et 6 juillet, comparaison entre 2021, 2022 et 2023



Source : Données SCN Parcoursup ; calculs CES Parcoursup

La difficile question de la notation et de son évaluation par les CEV. Le rapport s'attaque à la question de la notation dans les lycées en rappelant que « l'absence d'harmonisation entre professeurs et entre lycées est un facteur d'inéquité pour le classement des candidats par les commissions d'examen des vœux (CEV) ». Pour y remédier le comité propose, soit qu'on mette en place de nouvelles évaluations et qu'on intègre leurs notes dans les dossiers, soit qu'on laisse faire les redressements des notes en fonction du lycée d'origine par certaines CEV, soit enfin d'y mettre fin par l'anonymat du lycée d'origine. Une solution qui « pénalisera les élèves des lycées qui sous notent. Mais ceci évoluera très vite quand les familles en prendront conscience », estiment les auteurs du rapport.

Le comité recommande donc de :

- construire et diffuser des banques d'épreuves standardisées pour les lycées, former les enseignants à les utiliser pour noter leurs élèves de façon plus harmonisée dans les dossiers Parcoursup ;
- accompagner les (CEV) dans leurs pratiques de classement, leur permettre de les assumer et de les expliciter sans risque, les faire évoluer, les inciter à partager leurs pratiques avec d'autres formations similaires.

Plus de transparence. Le comité demande qu'on aille vers « plus de transparence dans les critères quantitatifs utilisés pour le pré-classement des candidats, y compris la prise en compte des spécialités ». Selon le comité si ce n'est pas le cas aujourd'hui c'est avant tout pour des questions politiques, liées à la réforme du baccalauréat : « Quand les spécialités de première et de terminale ont été mises en place, le ministère de l'Éducation nationale a déclaré à plusieurs reprises que le choix de ces spécialités n'aurait aucune conséquence sur l'accès aux formations de l'enseignement supérieur. Cette injonction a été intériorisée par les établissements et les CEV ». Et le comité de stigmatiser cette attitude : « C'était considérer que les études en fin de lycée n'avaient rien à voir avec l'entrée dans l'enseignement supérieur. Il en va bien sûr tout autrement dans la réalité, pour les lycéens comme pour les formations, et le moment est venu d'évoluer sur ce sujet ».

Donner plus d'informations sur la valeur des établissements. Le comité recommande les fiches formations de Parcoursup soient complétées en indiquant notamment :

- la date de création de la formation ;
- le nombre d'inscrits en 1^{re} année et le nombre de présents aux examens ;
- le mode d'organisation des enseignements en précisant la part en présentiel et la part en distanciel ;
- les poursuites d'études possibles après l'obtention du diplôme préparé ;
- le taux et la qualité de l'insertion professionnelle des diplômés.

Tableau 2 : Répartition des effectifs en 2022-2023 entre secteurs public et privé

Effectifs (en milliers)	Public	Privé	Total	Part du privé (en %)
Universités (y c, BUT ou DUT et ingénieurs) *	1 657	-	1 657	-
Formations d'ingé. hors univ.	85	60	145	41,3
STS et assimilés (scolaires)	177	75	252	29,8
STS et assimilés (apprentis)	35	122	157	77,5
CPGE	70	13	83	15,9
Ecoles de commerce, gestion, comptabilité	1	238	239	99,5
Autres	207	229	436	52,6
Total	2 232	737	2 969	24,8
Evolution annuelle (en %)	+0,3	+10,0	+2,5	-

* Périmètre strict des universités

Source : SIES, Systèmes d'information SISE et Scolarité, enquête SIFA, enquêtes spécifiques du SIES et des ministères en charge de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture

ensuite aux élèves de rechercher le stage qui leur convient, à partir du 25 mars sur [1jeune1solution](https://jeune1solution.com).

Pour en savoir plus : <https://www.education.gouv.fr/entreprise-association-service-public-comment-accueillir-un-eleve-de-seconde-generale-et-413793>

D'AUTRES SUJETS, D'AUTRES FORMATIONS...

- [Affelnet : trois ans après la réforme, la mixité sociale et scolaire progresse encore dans les lycées publics de Paris](#) (Le Monde) : La ségrégation sociale a baissé de 49 % entre 2019 et 2023, d'après un bilan publié le 4 mars. Autrement dit, par rapport à la situation initiale, 49 % du chemin a été effectué pour arriver à une mixité sociale parfaite. Seuls quatre lycées généraux et technologiques possèdent désormais un indice de position sociale inférieur à 110, contre onze en 2020.
- [Les géants de l'enseignement supérieur privé invités à définir eux-mêmes les critères du label qualité du ministère](#) (Libération)
- [Holberton](#), l'école informatique d'Actual group, ouvre trois nouvelles implantations, à Dijon, Fréjus et Rennes, qui viennent renforcer l'implantation locale du réseau Holberton, déjà composé de 7 sites, dont La Défense.
- [Quelles études ont fait les dirigeants des 75 plus grandes entreprises françaises ?](#) (Les Echos Start) : Verdict : 25 % d'entre eux sont passés par Polytechnique. Parmi ces dirigeants, autant se sont assis sur les bancs d'HEC que de l'ESCP (10 % de l'échantillon pour chacune de ces deux écoles). L'Essec a diplômé 8 % des PDG, l'ENA 5 % et l'ENS 2 %.
- [L'ECITY](#), membre des Réseau GES et Eductive, ouvrira ses portes sur le Campus Eductive Toulon à la rentrée 2024 avec 4 formations.
- [Forward College](#) lance à la rentrée 2024 un nouveau bachelor européen Economics & Management délivré par l'Université de Londres sous la direction académique de la London School of Economics et du King's College.

REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, Education Dive, University World News... mais aussi la presse généraliste ou françaises pour peu qu'elle s'intéresse aux questions d'enseignement supérieur dans le monde. Notre synthèse de la semaine :

Figure 5 : Les principaux labels des formations contrôlées par l'État*



Le comité demande que ne soient inscrits sur la plateforme Parcoursup, à côté des formations conduisant à un grade ou à un diplôme national ou à un diplôme reconnu par l'État, que les « seules formations dont la qualité pédagogique est garantie par l'État, dans le cadre d'une évaluation périodique portant notamment sur le contenu de la formation dispensée et les débouchés offerts en termes d'insertion et de poursuites d'études ».

Quant à la diffusion des labels et leur affichage sur Parcoursup, dont le MESR a fait depuis 2019 de la un des éléments clés de la communication vis-à-vis des candidats et de leurs familles, tous les interlocuteurs rencontrés par le comité

s'accordent à dire qu'ils sont « trop nombreux pour constituer une information lisible pour les candidats ». En fait « l'inscription sur Parcoursup est lors le seul label que les candidats comprennent ».

Dans ce contexte le comité demande que soit prévue la « possibilité de retirer de la plateforme les formations qui ne remplissent pas ces critères de qualité et ne respecteraient pas les engagements de la charte Parcoursup ». Ce qui suppose de « mettre en place un dispositif efficace de contrôle et de sanction, avec les moyens humains et matériels pour effectuer ces contrôles » et de « donner les moyens, notamment aux rectorats, de réaliser les contrôles des organismes de formation par apprentissage, tels qu'ils sont prévus par la loi ».

La montée en puissance de l'apprentissage. L'inscription des formations en apprentissage sur Parcoursup présente deux types de particularités selon le comité :

- elle n'est pas liée au statut de l'établissement (public/privé...), la condition première est que l'établissement soit certifié Qualiopi ;
- la qualité de la formation est vérifiée par l'enregistrement du diplôme ou du titre au RNCP. Ainsi, dans le cas des BTS, tout établissement, s'il est certifié Qualiopi, peut proposer sur Parcoursup une formation conduisant au BTS. Le contrôle de la certification est supposé fait dans la mesure où l'examen terminal pour obtenir le diplôme est organisé sous l'autorité des recteurs.

Or, la certification Qualiopi, qui entraîne l'inscription automatique sur Parcoursup, « atteste uniquement de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences (PAC) qui souhaitent accéder à des fonds publics ou mutualisés et pas de la qualité pédagogique des formations ». Le comité recommande donc que soit engagée une « réflexion interministérielle (éducation, enseignement supérieur, travail, emploi et formation professionnelle) sur les conditions d'obtention de la certification Qualiopi pour les formations en apprentissage ».

- Lire aussi [Parcoursup : le comité éthique se dit favorable à un label pour les formations sur le modèle du Nutri-Score](#) (Le Monde), [Parcoursup : le Far West des formations privées épinglé par le comité éthique](#) (Challenges), [Parcoursup : Les différences de notation créent-elles un problème d'équité ?](#) (20 Minutes)

UNIVERSITES

Sciences de la durabilité : PSL ouvre un master

L'Université PSL ouvre un [master recherche « Science de la durabilité »](#) à la rentrée 2024 qui réunira les enseignants-chercheurs de l'École normale supérieure, Dauphine, Chimie Paris et de l'École nationale des Chartes. Ce programme s'adresse aux étudiants de tous horizons désireux d'acquérir une expertise solide dans leur « discipline socle » (sciences économiques et politiques publiques, les sciences sociales, les sciences du vivant et de la biodiversité, les sciences de la terre et du climat, l'histoire, la géographie, la philosophie, etc.).

Les créateurs de ce master entendent se distinguer par une approche pédagogique par projets (travail sur des « problèmes » de nature systémique) et une recherche transdisciplinaire coconstruite avec des acteurs non académiques (collectivités, parcs nationaux, associations, agences gouvernementales, agriculteurs, etc.). « En combinant une formation théorique solide avec des expériences pratiques et un travail avec le monde professionnel, nous formons des experts capables de concevoir et mettre en œuvre des trajectoires de transformation durables. L'expertise scientifique est placée au cœur des transitions ! » expliquent les responsables du master Corinne Robert, chercheuse à l'INRAE et enseignante au CERES de l'ENS – PSL, et Amaury Lambert, enseignant - chercheur à l'ENS - PSL et au Collège de France.

Le cursus :

- **en première année (M1)**, 80% du cursus sera suivi dans l'un des 12 masters partenaires afin que les étudiants approfondissent leur ancrage disciplinaire. Le reste des enseignements (20%) sera consacré aux enjeux de durabilité et au développement d'un projet collaboratif étudiant ;
- **en deuxième année (M2)**, les étudiants suivront des cours théoriques et méthodologiques sur le changement global et les différents aspects des transitions sociales et écologiques.

Europe

- [University alliances: New ways to bring people together](#) (University World News)

Australie

- [Ambitious Universities Accord promises better, fairer system](#) (University World News)
- [Accord will make Australia the world leader in student loans](#) (Times Higher Education)

Chine

- [University donations remain strong amid economic downturn](#) (University World News)

Etats-Unis

- [University of Florida ends diversity and equality efforts](#) (Times Higher Education)

Royaume-Uni

- [Postgraduate international student recruitment plummets](#) (University World News)
- [The poorest will be affected most by student loan changes](#) (University World News)

Ukraine

- [One in five HE institutions damaged or destroyed in war](#) (University World News)

AGENDA

Jusqu'au 17 mars : Ingénieurs et Scientifiques de France (IESF) organise la [11ème édition des Journées Nationales de l'Ingénieur \(JNI\)](#) dans toute la France. Dans la continuité de l'édition 2023 qui a réuni plus de 20 000 participants, les JNI 2024 rassembleront des ingénieurs et chercheurs, mais aussi des élèves, étudiants et enseignants, des acteurs économiques, des décideurs politiques dans toutes les régions de France.

14 mars : La Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises) organise un [webinaire](#) à 17h consacré à son rapport « Les 10 ans de l'Observatoire des thèses en sciences de gestion et du management ». Rédigé par Hugo Gaillard, Julien Cloarec, Juliette Senn Et Albane Grandazzi, l'objectif de ce rapport est de « s'appuyer sur les tendances d'évolution de la pratique de la thèse en management pour caractériser l'insertion professionnelle des docteurs en management, tant dans le secteur public que dans le secteur privé ».



En bref...

- **Plan d'économies : comment les universités et les chercheurs vont être mis à contribution** (Les Echos) : Pour atteindre les 588 millions d'euros d'économies, le MESR envisage de reporter des projets pluriannuels immobiliers, d'investissements ou d'équipements de recherche, et « des ajustements » sur les accords bilatéraux et appels à projets de l'Agence nationale de la recherche (ANR). L'augmentation du budget de l'Agence nationale de la recherche (ANR) devrait être moindre que prévu.
- **L'Appel à projets : universités inclusives démonstratrices** publié le 28 février vise à « soutenir des établissements lauréats pour devenir des universités inclusives démonstratrices et être exemplaires dans la prise en compte des besoins des étudiants en situation de handicap ».
- **Sciences Po** et l'Institut Jacques Delors, qui ont signé une convention de partenariat en juillet dernier, publient une étude « *Élections européennes : répondre aux attentes d'une opinion publique fragmentée dans un "nouvel âge des incertitudes"* », réalisée conjointement par le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et l'Institut Jacques Delors. Retrouvez le [résumé ici](#).
- **Poitiers : un enseignant accusé d'avoir menacé de mort la présidente de l'université** (La Nouvelle République) : l'individu aurait été interpellé et placé en garde à vue le 20 février 2024 puis aurait été présenté à un magistrat du parquet de Poitiers le 22 février. L'audience devant le tribunal correctionnel aura lieu le 17 avril. Il se serait dit victime de harcèlement professionnel. D'après BFM, l'exploitation de son matériel informatique aurait permis de découvrir qu'il s'était renseigné sur l'achat d'une arme.
- À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, **l'Université Lumière Lyon 2** propose une [programmation scientifique et culturelle](#) ouverte à tous.
- Université Côte d'Azur organise les [Semaines de l'égalité](#) du 1er mars au 3 avril 2024.
- Pour la deuxième année consécutive, la « Semaine du cerveau » est organisée par **l'université de Nîmes**. Du 12 au 22 mars, le grand public pourra aller à la rencontre des acteurs de la recherche pour apprendre à mieux connaître le cerveau et s'informer sur l'actualité de ce domaine.

11 au 12 avril : La [Conférence annuelle de l'Association européenne des universités](#) se tient sur le campus de l'université de Swansea, au Royaume-Uni, sur la thématique « Universités en Europe : l'intégrité à une époque de changement ». La conférence « examinera et mettra en valeur la capacité des universités à faire face au changement et à façonner la transformation sociétale tout en restant fidèles à leur caractère, leurs valeurs et leurs missions fondamentales ».



14 et 15 mai : 29^e édition du [Forum de l'alternance](#) à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris.



7 au 9 juin 2024 : Université d'été de la fédération [Des Territoires aux Grandes Ecoles \(DTGE\)](#) aux Sables d'Olonne. La DTGE « fédère les étudiants et jeunes diplômés des filières sélectives pour faire vivre l'égalité des chances et contribuer au développement de nos territoires ».

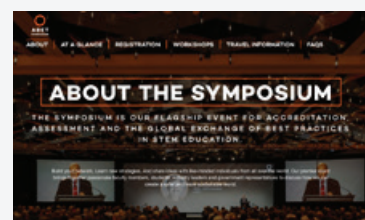


15 au 16 mars : [Salon de l'apprentissage, l'alternance et des métiers](#) à Lille Grand Palais

19 au 21 mars : Le [Salon de la Formation et du Digital Learning](#) se tient à Paris Porte de Versailles

20 mars au 18 septembre : Les salons [Jeunes d'Avenir](#), « des solutions pour l'emploi des jeunes (majoritairement issus des QPV) » sont organisés par l'AEF à Lyon (20 mars), Lille (27 mars), Marseille (17 avril) et Paris (24-25 avril).

4 au 5 avril : Le [symposium annuel d'ABET 2024](#) réunira à Tampa en Floride des dirigeants de l'éducation, de l'industrie et des politiques pour discuter de l'avancement de l'éducation pour le développement durable à l'ère numérique dans les sciences. Il explorera l'intersection des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies, de l'éducation dans les sciences et de l'intelligence artificielle (IA).



10 au 13 juin : Organisé par le Times Higher Education le [Global Sustainable Development Congress 2024](#) réunit 3 000 leaders d'opinion et innovateurs mondiaux issus de l'enseignement supérieur, des Etats, de l'industrie et de la société civile à Bangkok pour « construire un avenir durable et juste pour tous ».

19 et 20 novembre : HEADway Advisory et RPI organisent le premier [Salon de l'expérience étudiante](#) (SEE) à la Cité internationale universitaire de Paris.

Dans trois villages thématiques seront représentés l'ensemble des acteurs de l'expérience étudiante :

- sur le « village campus » les professionnels de l'immobilier, de l'aménagement comme des espaces de vie présenteront leurs solutions pour faire vivre les campus ;
- sur le « village service » ce sont les acteurs de la santé, de la prévention, de l'emploi et des stages qui seront là pour apporter leur expertise ;
- le village « tech » présentera les solutions digitales aux questions que se posent les professionnels de l'enseignement supérieur.

Un salon B to B pour apporter des solutions à tous ceux qui font vivre les campus et l'expérience étudiante. Le tout avec des conférences thématiques.



Copyright©HEADway Advisory